

Recherches sociographiques



Donald J. Horton, *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste : 1912-1968*

Jean-Philippe Warren

Volume 39, Number 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057224ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057224ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Warren, J.-P. (1998). Review of [Donald J. Horton, *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste : 1912-1968*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 463–466.
<https://doi.org/10.7202/057224ar>

vis-à-vis des immigrés en vue de la diffusion d'une norme nationale [...] norme désignée de manière imprécise de respect de la réalité pluraliste » (p. 462).

L'interprétation ne tient pas compte de la coexistence difficile des logiques universaliste et particulariste qui pénètrent le discours et les interventions des instances étatiques occidentales, ni de la légitimité conjoncturelle de leurs variantes respectives (par exemple, les contradictions de la légitimité du discours américain sur l'égalité des droits et sur les politiques préférentielles).

La politique fédérale du multiculturalisme a été modifiée avec le temps. L'évolution de cette politique, d'abord axée sur la reconnaissance de la pluralité, la promotion des langues et cultures d'origine, etc., ne devrait-elle pas être mise en parallèle avec l'évolution de la politique québécoise ? Le passage aux droits individuels, l'adaptation des institutions et la plus grande participation sociale ne sont-ils pas survenus de façon concomitante, à la suite de l'insertion des principes du multiculturalisme dans la Charte canadienne des droits et libertés et sa constitutionnalisation, et à la demande sociale des groupes concernés ?

Denise Helly ne dit rien non plus sur l'hégémonie de la politique fédérale du multiculturalisme et de la citoyenneté et sur le partenariat à tous les niveaux qui est un des objectifs explicites des instances fédérales depuis 1990 (partenariat avec les groupes, entre provinces, sur le plan international). Ce partenariat ne témoigne-t-il pas d'une part de l'influence qui s'exerce sur les politiques québécoises et d'autre part de cheminements convergents vers un meilleur contrôle social à défaut d'une unité nationale plus solide ?

Enfin, l'auteure passe sous silence la réalité des combats du Québec contre le fédéral en ce qui a trait à la naturalisation des *boat people* et le leadership du Québec quant à la solidarité internationale. Serait-ce un particularisme que cette vision universalisatrice si forte en matière d'accueil aux réfugiés qui a marqué la politique québécoise à la fin des années 1970 ?

Micheline LABELLE

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.

Donald J. HORTON, *André Laurendeau. La vie d'un nationaliste : 1912-1968*, Saint-Laurent, Bellarmin, 1995, 357 p.

On peut dire beaucoup de mal de cette biographie à force d'en dire du bien. Elle montre les qualités de ses défauts, ce qui se comprend, mais aussi les défauts de ses défauts, ce qui s'excuse moins bien. J'apprécie le ton sensible de l'auteur qui ne tombe jamais dans l'hagiographie ; je loue son consciencieux effort d'érudition et de

vulgarisation ; je reste néanmoins déçu d'un ouvrage qui, pour cela, s'est cru avisé de se plier à une histoire officielle et pour une large part éculée du vingtième siècle canadien-français : le *bon-ententisme* fédéraliste de Laurendeau se trouve sans cesse limité par son penchant nationaliste ; son irréductible attachement aux valeurs traditionnelles et sénéscentes de son milieu petit-bourgeois entre constamment en conflit avec son désir de renouveler la culture canadienne-française ; sa foi personnaliste s'accommode mal des bigoteries de ses paroissiens... L'auteur nous fait en bref le portrait d'un être tout entier cousu de tiraillements et qui ne trouve sa plénitude que dans la *mystique* de Debussy. Si Laurendeau est le reflet de sa société dans le siècle, on peut présumer sans trop se tromper que l'histoire de la belle province, pour notre auteur, ne fut pendant longtemps constituée que du refus buté de la tradition et de la tentation de la modernité, contradiction qui s'est soldée par une idéologie en porte-à-faux de la réalité, idéaliste dans son principe et détachée des misères criantes du peuple. Le refrain n'est pas neuf, c'est le moins qu'on puisse dire ; on le connaît depuis dès avant la Révolution tranquille, et pour cette raison il devient lassant à force d'être entonné sur tous les tons.

D'abord l'idéologie de survivance du Canada-français traditionnel est beaucoup moins monolithique que l'auteur voudrait nous le faire croire. Pas plus que pour VEUILLOT et DAUDET, pas plus que pour le jeune GROULX ou ARCHAMBAULT, elle ne confine à cette exaltation du paysan et des traditions figées dont on fait la caricature dans les manuels. La société canadienne-française du début du siècle est peut-être fermée à l'influence américaine, elle reçoit cependant les idées qui circulent dans la catholicité européenne (de FÉNELON à MOUNIER, en passant par LACORDAIRE, le choix est grand) et discute des solutions concrètes à apporter aux problèmes contemporains. Ensuite cette idéologie petite-bourgeoise sur laquelle repose la définition de soi de ladite société est autre chose qu'une mascarade servant les intérêts des notables ; elle est active, combattante. Si ce n'était user d'un mot un peu vieilli, je dirais *charitable*, ainsi que nous l'apprennent, s'il en était besoin, les productions alors nombreuses de l'École des Hautes Études commerciales (cf. les Montpetit, Angers, Minville, Barbeau, etc.). Le portrait que brosse l'auteur de la conclusion du fameux discours de Laurendeau à la salle du Gesù en 1932 montre bien la faiblesse de l'analyse. « À la fin de l'assemblée, quand l'assistance déferla devant les pauvres affamés dans les rues avoisinantes pour regagner ses quartiers paisibles et bien ordonnés sur les flancs du mont Royal, elle pouvait se sentir rassurée ; une autre génération de l'élite canadienne-française avait bien assimilé son catéchisme nationaliste. Le chant de la survivance, entonné depuis presque un siècle, serait encore entendu au Québec. » (P. 47.) Or cette loyauté indéfectible de Laurendeau aux supposées valeurs traditionnelles, qui mériterait un jugement moins cavalier lorsqu'on parle d'un homme qui suivant « avec zèle » les leçons de MARITAIN et GILSON, semble aussi difficilement conciliable avec le mépris qu'il affiche pour le prosaïsme de la culture canadienne-française. Mais qu'à cela ne tienne. En fait, suggère l'auteur, la véritable raison du nationalisme de Laurendeau réside moins dans le malaise d'une situation extérieure, que dans un profond trouble intérieur qui le porte à s'exalter autant pour les mouvements de Debussy que pour ceux de la foule. Son nationalisme est un exutoire. Et lorsqu'il se prend à vouloir le justifier, Laurendeau ne semble pouvoir d'ailleurs invoquer, en dernière

instance, que les frustrations des francophones dans l'administration fédérale. Façon pour l'auteur de suggérer en douce que cette agitation nationaliste découle davantage des lubies d'un homme aux prises avec un « surmoi insomniaque » quelle ne relève de la confrontation constante des aspirations d'un peuple avec une réelle condition de colonisés.

Laurendeau emprunte beaucoup des tournures et des phrases de son patriotisme au nationalisme sévère de l'abbé GROULX, je l'accorde. Mais encore là, il faudrait mettre des bémols à une description caricaturale du nationalisme groulxien, qui veut autre chose qu'accentuer les différences qui séparent les francophones des anglophones et n'est pas tout entier sacrifié au seul culte de la personnalité du chanoine. *Notre nationalisme*, d'autre part, où se retrouve en filigrane l'inspiration de MARITAIN, constitue bien plus qu'une synthèse de la pensée conservatrice du début des années 1930. C'est qu'à force de confiner les nationalistes de l'époque à des traditionalistes moyenâgeux, pour mieux les opposer aux prétendus modernes de la Révolution tranquille, l'auteur s'empêche de voir que ces nationalistes étaient en vérité eux-mêmes modernes et que l'Église de *Rerum Novarum*, *Quadragesimo Anno* et l'Action catholique n'est plus celle régnant, bien difficilement doit-on rajouter, à l'époque de l'Ancien Régime. On peut voir de la même façon les communistes russes : des illuminés qui ne comprenaient pas grand-chose aux réalités économiques de leur siècle et ont de ce fait retardé de cent ans l'entrée de la société slave dans le monde moderne. Il est facile de rire après coup des tentatives désespérées d'abattre une société qui ne suscite de personne aujourd'hui de sympathie véritable. Je trouve, pour ma part, préférable de comprendre les réactions de ces exaltés que de lire ces tentatives comme autant d'entraves inutiles à la bonne marche du progrès. Pas plus que dans le cas des communistes russes, la réponse que Laurendeau offre à ses contemporains n'est un compromis boiteux entre l'ordre passé et celui à venir mais, aussi paradoxale qu'elle puisse paraître à nos yeux, elle constitue une vérité qui se tient par elle-même. Chaque époque est en transition, la nôtre y compris, et nous sommes sans doute de grands « tirailés » de la modernité et de la postmodernité !

Seul chapitre novateur, celui sur le personnalisme n'arrive pas à comprendre en profondeur l'influence des Maritain, Doncoeur, Mounier et consorts sur le catholicisme d'avant-guerre. Si vraiment Laurendeau s'est converti à la foi personnaliste lors de son séjour à Paris en 1936, s'il a suivi la voie que lui traçait Berdiaeff et s'est engagé à remettre les chrétiens dans le courant bouillonnant de l'histoire, s'il a pris la direction de l'*Action nationale* avec l'idée de s'inspirer des revues *Esprit* et *Sept*, on en saisit mal par la suite les conséquences. Aux yeux de l'auteur, la philosophie personnaliste engage à une véritable révolution ; où donc est la révolution chez Laurendeau ? La seule chose que l'on sait, c'est que Laurendeau préférerait la lecture des philosophes français à la déambulation dans les venelles populaires de l'Est de Montréal. L'auteur ne semble pas s'apercevoir que lorsque Laurendeau clame que les intérêts concrets des hommes canadiens-français n'ont pas encore été reconnus, qu'on parle au-dessus d'eux un langage abstrait qui ne s'y accorde pas, et que le peuple attend des interprètes naturels qui sauront traduire dans une politique fidèle ses instincts profonds, ses besoins vitaux et ses désirs, il ne fait que reprendre l'idéal d'incarnation des philosophes du renouveau

catholique. Et que lorsqu'il s'écrie « nous avons les mains pures, mais c'est parce que nous n'avons pas de mains », il ne fait que répéter la formule connue de PÉGUY. Or les personalistes peuvent ressembler par certains accents davantage à Henri Bourassa, il est vrai, mais dans l'ensemble leurs thèmes sont plus proches de ceux de l'abbé GROULX (n'en déplaise à Pierre VADEBONCOEUR). C'est pourquoi le glissement, que note l'auteur, d'un *Laurendeau-groulxiste* à un *Laurendeau-bourassiste* me semble des plus douteux. Ce qui aurait pu être un chapitre passionnant tombe à plat faute de cerner de façon claire le rôle du personalisme dans la formation du jeune André Laurendeau. Ce qui est dommage, car peut-être aurait-on alors éclairé d'un jour nouveau l'apparent paradoxe qui semble le hanter comme une curieuse psychopathologie.

L'ouvrage est destiné au grand public ; il n'intéressera que de loin ceux qui ont potassé déjà les thèmes, les idées et les idéologies de cette période de notre récente histoire. Mais, cette réserve faite, il peut s'avérer plaisant pour les autres. On lira une histoire orthodoxe, comme d'habitude on les aime, où sans avoir toujours le beau rôle, Laurendeau reçoit quand même l'honneur du premier rôle et la palme du courage et de la conviction sincère.

Jean-Philippe WARREN

Linda CARDINAL, *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir, 1997, 187 p.

Dans ce livre, Linda Cardinal a regroupé une quinzaine de textes qui ont été soit publiés ailleurs (quoique parfois réaménagés pour l'occasion), soit présentés lors de conférences. L'ensemble comporte des redites, propres à ce genre de publication, mais elles ont pour effet de bien marquer les traits caractéristiques des opinions de l'auteure. Et il s'agit bel et bien d'opinions : l'ouvrage n'apporte pas de nouvelles données et ses fondements empiriques, quand ils sont utiles à la construction de la pensée, sont, pour la majorité, empruntés. Ce qu'on lit, ce sont les positions. L'auteure est pour ceci, contre cela; elle accuse ceux-ci, loue ceux-là; elle indique aussi ce qui, selon elle, devrait être, idéalement. L'essentiel d'un tel ouvrage ne repose pas sur la démonstration, ni sur la matière à laquelle il fait appel pour soutenir la thèse ; il repose sur ses affirmations. Certes, ces dernières ont quelque fondement, témoignent de quelque logique ; mais elles ont les limites du doxique : on n'en niera normalement la substance profonde qu'en leur opposant d'autres affirmations, elles aussi arrimées à quelques raisons et à quelque logique. Et, sur le plan politique, c'est généralement l'histoire qui aura raison des positions prises – malgré leur action sur l'histoire.

L'intérêt du livre de Linda Cardinal se révèle donc dans ses opinions sur les minorités francophones au Canada et plus spécifiquement sur les Franco-Ontariens ; les unes ont trait à la souveraineté du Québec ; d'autres à la condition